

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Participation citoyenne ou « démocratie furtive » ?

1. Un sondage Harris éclaire la demande de « participation citoyenne ».

Cette demande est massive : les gens veulent que leur voix compte. 82% voudraient « *un système politique ou chaque citoyen pourrait proposer ses idées sans intermédiaire, donc sans délégation de pouvoir à des experts ou représentants politiques* ». Les $\frac{3}{4}$ pensent que ce système « *déboucherait sur des solutions efficaces* » aux problèmes du moment.

C'est aussi un signe de la faiblesse du lien entre la classe politique et les perceptions du pays : 80% font confiance « *aux citoyens* » plutôt qu'aux « *politiques* » pour trouver des solutions efficaces. Comme si les politiques, trop loin, ne les comprenant plus, ne pouvaient plus apporter de bonnes réponses.

Et pourtant, interrogés sur « *ce qu'ils attendent d'abord du prochain Président de la République* », arrive nettement en tête... qu'il décide (« *le respect des promesses* » et « *l'intérêt général* » à près de 60%) ; 20 points devant « *la participation des citoyens* » (39%) ; elle-même 20 points devant « *la proximité avec les citoyens* » et « *la valorisation de l'intelligence collective* » (20% et 19%). La hiérarchie des attentes est claire : l'autorité (tranquille) surpasse nettement la proximité et l'échange.

2. On retrouve ce paradoxe dans beaucoup d'études sur la participation citoyenne. Ainsi le Cevipof, auprès d'un même échantillon, obtenait 77% de Français pensant qu'il est « *important que les hommes politiques discutent et débattent des choses de manière approfondie avant de faire des changements majeurs* », et le même score (77%) jugeant que « *les hommes politiques élus aideraient davantage le pays s'ils cessaient de parler et prenaient simplement des mesures sur les problèmes importants* ». Approbation nette de deux idées opposées presque terme à terme, auprès du même public...

La science politique américaine a tenté de théoriser cette contradiction au moyen de la notion de « *démocratie furtive* », selon laquelle les citoyens, se tenant de plus en plus en retrait des affaires publiques (par aversion vis-à-vis du monde politique), n'exprimaient plus que de temps à autre des « *désirs de démocratie* » soudains, en décidant d'exercer leur pouvoir sur un point donné, comme un avion furtif qui apparaît sans crier gare pour disparaître aussitôt.

3. Il y a sans doute de cela en France. Mais il peut y avoir une autre explication : le dialogue, les concertations, la capacité à fédérer des forces et des énergies sont des valeurs très largement plébiscitées. Mais ce n'est pas cela que les Français ont le sentiment de voir : plus que le dialogue ou la concertation, ils perçoivent de la dispute ou des jeux de posture - mis sous loupe en permanence. Ces échanges-là vus comme stériles provoquent par contrecoup une demande d'y mettre fin par une décision au besoin autoritaire. Ainsi, 69% des Français se disent en phase avec l'idée que « *les démocraties ont du mal à prendre des décisions, il y a trop de disputes* ». Ils en deviennent même 47% à penser qu'une « *bonne façon de gouverner le pays serait d'avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections* »...

4. L'organisation du dialogue et de la participation citoyenne restent donc très fortement attendus, ne serait-ce que pour réduire le fossé entre le monde politique et le pays et s'assurer que les décisions sont prises « *en connaissance de cause* » plutôt qu'entre soi à Paris. Mais cela doit bien, au bout, conduire à la décision : la participation est pour les gens moins une valeur en soi qu'un moyen de faire avancer le pays dans la bonne direction. Ce sont ce type de concertations qui mériteraient d'être développées.